

Résolution présentée par la délégation du

ZIMBABWE

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Lutte contre la précarité menstruelle

L'Assemblée Générale,

Constatant que la précarité menstruelle est un enjeu majeur qui touche près de 500 millions de personnes dans le monde et qu'elle est source de conflits sociaux, de problèmes de santé physique et mentale et de pollution,

Alarmée par la compositions des serviettes hygiéniques et des tampons comportant des éléments tels que les pesticides lindane, les hydrocarbures aromatiques polycycliques, et le quinzoline, classés comme «cancérogène pour l'homme» par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) et leur risque de choc toxique pour les utilisateurs.trices,

Affligée de voir que ce sujet reste tabou dans beaucoup de milieux, qu'il est source de honte, d'insécurité, d'inconfort et de douleur pour les personnes menstruées : les règles sont alors une charge mentale insupportable,

Scandalisée par la cherté de ces protections menstruelles qui s'élève à 10 dollars par cycles, alors que de nombreuses familles vivent avec 1 dollars par jour, ils se retrouvent à faire un choix entre la nourriture et ces protections, qui de fait sont un produit de luxe

Épouvantée par l'impact écologique dévastateur des 45 milliards de protections jetées chaque année qui polluent durablement : l'ensemble des composants chimiques mettent environ 600 ans à se dégrader.

Décide

- d'instaurer des ateliers pour créer des protections éco-responsables et durables, ainsi que de mettre en place une campagne de prévention et de sensibilisation autour de cette précarité
- de considérer lesdites protections comme un produit de première nécessité (et non comme un luxe) essentiel à l'estime de soi et des autres, indispensable à l'épanouissement personnel, à l'égalité entre toutes et tous,
- de rendre les protections gratuites et accessibles dans tous les pays membres de l'ONU.

Le texte français fait foi.